

pénaliser ces sociétés dont les activités peuvent être parfaitement acceptables et, même, légitimes.

Il y a une seconde raison: nous continuons d'espérer que l'on aboutira à un règlement pacifique et satisfaisant de la question namibienne, que l'on réussira à instaurer l'égalité et le principe du droit de vote pour tous. Nous espérons y parvenir par le biais de négociations et dans le cadre de l'action que mènent les cinq membres occidentaux du Conseil de sécurité, et à laquelle le Canada s'est associé, pour dialoguer avec le gouvernement sud-africain et les autres parties intéressées.

Dans le contexte de cette déclaration et dans l'espoir que je forme d'une solution pacifique au problème de la Namibie, j'exprime également le souhait du Canada que les leaders noirs de ce pays et les leaders noirs d'Afrique du Sud en général feroient également preuve du haut sens de leurs responsabilités. Nous espérons qu'ils ne ménageront pas leurs efforts, et feront preuve de toute la sagesse nécessaire pour aboutir à une transition pacifique, évitant ainsi de plonger une autre région de leur continent à l'histoire si tragique, dans une guerre sanglante comme il y en a tant eu ces dernières années.

Un dernier point. Nous allons continuer à suivre de près l'évolution de la situation en Afrique du Sud. Nous prenons des mesures pour nous assurer que notre embargo sur la vente d'armes à ce pays soit conforme à la déclaration récente du Conseil de sécurité qui a mis un embargo international sur les expéditions d'armes. C'est la première fois de l'histoire de l'Organisation des Nations Unies qu'un tel embargo est décrété contre un pays membre. C'est aussi un pas dans la direction vers laquelle nous allons devoir inévitablement nous orienter puisque, je le répète, nous allons continuer à suivre de très près l'évolution de la situation en Afrique du Sud.

le Canada et la Rhodésie

Je pourrais parler longuement, et en détail, de questions comme celle de la Rhodésie. Toutefois, je dirai simplement que nous surveillons de près et approuvons toutes les tentatives en cours, notamment l'initiative anglo-américaine visant à ramener la paix au Zimbabwe, ou en Rhodésie si vous préférez. Nous suivons avec grand intérêt les mesures qu'a prises récemment le premier ministre Ian Smith. Nous ne pouvons qu'espérer qu'il tiendra ses promesses et qu'il est réellement prêt à faire le nécessaire pour ramener la paix dans son pays. La situation est extrêmement complexe. Il y a deux grands facteurs à considérer: les forces de M. Nkoma basées hors de Rhodésie et la place qui leur revient lors de toute négociation. Cela reste une question difficile...

Nous n'avons pas encore pris d'engagement quant à la participation du Canada aux négociations qui seraient entreprises en vue du règlement du problème rhodésien. Nous avons simplement dit que, dans certaines circonstances, nous envisagerions la possibilité d'un tel règlement d'un oeil très favorable, au cas où la présence d'une force de police comptant des éléments canadiens aurait vraiment pour effet de permettre une transition pacifique. Je dirai même que nous nous garderions bien d'empêcher qu'on s'achemine vers une pareille solution. Mais jusqu'ici nous n'avons été saisis d'aucune demande, d'aucune proposition précise. Il en va de même en ce qui concerne la Namibie.